

Vénézuela: les députés reconnaissent Edmundo González Président

- Rejet de la fraude électorale orchestrée par le régime vénézuélien
- Les députés condamnent la persécution de l'opposition démocratique
- Mise en garde contre un nouvel exode migratoire en provenance du Venezuela

L'UE doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour qu'Edmundo González Urrutia, Président légitime et démocratiquement élu du Venezuela, puisse prendre ses fonctions le 10 janvier 2025.

Dans une résolution adoptée le jeudi 19 septembre par 309 voix pour, 201 voix contre et 12 abstentions, le Parlement "condamne fermement et dénonce vivement la fraude électorale orchestrée par le Conseil électoral national contrôlé par le régime, qui a refusé de rendre publics les résultats officiels". Les députés reconnaissent Edmundo González Urrutia en tant que Président légitime et démocratiquement élu du pays, et María Corina Machado en tant que chef des forces démocratiques au Venezuela. Ils condamnent également fermement l'émission par le gouvernement vénézuélien d'un mandat d'arrêt à l'encontre de M. González.

Les députés soulignent que, malgré les appels répétés de la communauté internationale, le régime vénézuélien n'a pas respecté l'accord de la Barbade de 2023 entre le gouvernement Maduro et l'opposition en ce qui concerne l'élection présidentielle, rendant impossible une élection libre et équitable.

Les députés notent que les rapports des missions internationales d'observation électorale indiquent clairement que l'élection présidentielle vénézuélienne du 28 juillet 2024 n'a pas respecté les normes internationales d'intégrité électorale. Ils condamnent également avec la

plus grande fermeté les meurtres, le harcèlement, les violations et les arrestations perpétrés contre l'opposition démocratique, le peuple vénézuélien et la société civile, appelant à mettre fin aux violations systématiques des droits humains.

Le Parlement demande instamment à l'Union européenne de rétablir les sanctions à l'encontre des membres du Conseil électoral national. Il demande la prolongation des sanctions du régime et à l'élargissement de leur champ d'application afin d'appliquer des sanctions ciblées par le biais du [régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits humains](#) à l'encontre de Nicolás Maduro et de son cercle rapproché.

Les députés saluent le rôle joué par les gouvernements du Brésil, de Colombie et du Mexique, et exhortent les acteurs régionaux et la communauté internationale à exercer une pression maximale sur le régime Maduro et son entourage pour qu'ils reconnaissent la volonté démocratique du peuple vénézuélien et Edmundo González Urrutia comme le Président légitime et démocratiquement élu. Si cela ne se produit pas, le Parlement met en garde contre un nouvel exode migratoire vers d'autres pays de la région, similaire à celui qui a conduit près de huit millions de Vénézuéliens à fuir le pays ces dernières années.

En savoir plus

[Le texte adopté sera disponible ici \(19/09/24\)](#)


[Rediffusion du débat en plénière \(17/09/24\)](#)


[Produits multimédias](#)

Contacts


Snježana KOBESČAK SMODIŠ

Attachée de presse

 (+32) 2 28 32547 (BXL)

 (+32) 470 96 08 19

 snjezana.kobescak@europarl.europa.eu


 foreign-press@europarl.europa.eu

 [@EP_ForeignAff](https://twitter.com/EP_ForeignAff)

Viktor ALMQVIST


Attaché de presse

 (+32) 2 28 31834 (BXL)

 (+32) 470 88 29 42

 viktor.almqvist@europarl.europa.eu

 foreign-press@europarl.europa.eu

 foreign-press@europarl.europa.eu

 [@EP_ForeignAff](https://twitter.com/EP_ForeignAff)
